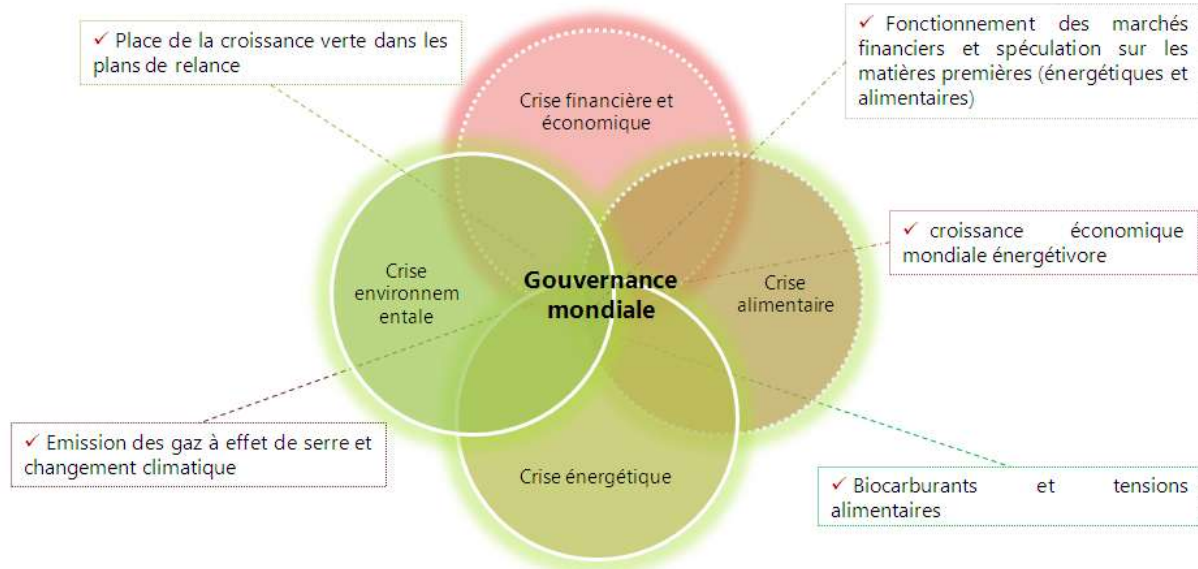


Mohammed Tawfik MOULINE

Directeur Général de l'Institut Royal d'Etudes Stratégiques- Royaume du Maroc

Merci Monsieur le Président.

Pour ma part, je vais essayer de traiter très succinctement les défis énergétiques et environnementaux dans le cadre de la Méditerranée et j'expliquerai pourquoi la Méditerranée. Mais en guise d'introduction, je voudrais insister sur le fait que nous vivons dans un monde globalisé de plus en plus complexe où les pays sont interdépendants, où les marchés sont mondiaux et facilitent la transmission des crises et où les enjeux environnementaux, énergétiques, financiers, économiques et même alimentaires sont réellement interconnectés. D'où la nécessité d'une gouvernance mondiale appropriée pour traiter ces crises dont la dimension internationale exige une réponse mondiale et régionale.



Le contexte énergétique mondial et l'équilibre environnemental à l'échelle de la planète sont soumis à d'importantes incertitudes. D'abord, la demande énergétique mondiale continue à progresser, en lien avec les besoins croissants des pays en développement. Le scénario de l'agence internationale de l'énergie prévoit une croissance de 1% par an de la demande énergétique mondiale. A l'échelle de la Méditerranée, le taux de croissance est nettement plus important.

Outre le caractère non soutenable à long terme du rythme de croissance de la consommation énergétique, l'offre mondiale d'énergie se caractérise par une répartition géographique déséquilibrée des ressources naturelles, ce qui crée à l'évidence de fortes tensions. De plus, il y a de grandes incertitudes sur les niveaux effectifs des réserves mondiales en énergies fossiles, notamment le pétrole, bien que les différentes études géologiques, qui ont été menées jusqu'à présent, s'accordent à dire que le «*peak oil* » ne serait pas atteint avant 2015.

Sur le plan environnemental, là aussi l’empreinte écologique mondiale dépasse la biocapacité de la planète. L’humanité ponctionne plus de ressources que ce que la nature peut générer. La biodiversité est en net recul. En l’espace d’une trentaine d’années, nous avons perdu plus de 30 % de la biodiversité au niveau mondial. La population des espèces des vertébrés a chuté de 40 % et la désertification est en train de se propager à un rythme accéléré. Il n’est pas exclu qu’elle atteigne 70 % de la surface du globe à l’horizon 2030. Les dérèglements des systèmes naturels du monde, notamment le climat, ont pour conséquence l’exacerbation des événements extrêmes : inondations catastrophiques au Pakistan, incendies dévastateurs en Russie et montée de l’aridité et de la désertification en Afrique.

Aujourd’hui, on assiste à l’émergence d’une conscience mondiale en faveur d’un rééquilibrage des modèles de développement. Néanmoins, un ferme engagement international tarde à se concrétiser comme l’atteste les résultats mitigés du sommet de Copenhague en décembre 2009.

Résumant l’essentiel des enjeux mondiaux sur le plan énergétique et environnemental, la Méditerranée offre un cadre d’analyse régional qui se situe à cheval entre le niveau national et le niveau mondial. Ce cadre est pertinent pour l’analyse des interdépendances et des articulations entre les politiques nationales et leur cohérence avec l’effort mondial. De plus, la région méditerranéenne comprend à la fois des pays développés et en développement aux complémentarités évidentes et qui partagent un destin commun. C’est aussi une région qui envisage de lancer des projets communs transversaux, comme c’est le cas des projets environnementaux inscrits dans le cadre de l’Union pour la Méditerranée, malgré les contraintes politiques de la construction d’une gouvernance globale à l’échelle de cette région.

Avant d’évoquer les besoins énergétiques de la Méditerranée, je voudrais d’abord situer la Méditerranée dans son contexte mondial. Cette région abrite 7 % de la population du globe, représente pratiquement 15 % du PIB mondial, compte pour 40 % des arrivées de touristes internationaux dans le monde, 30 % du fret maritime international, d’où l’intérêt de la dépollution de la Méditerranée, 28 % du trafic pétrolier mondial, 8 % de la consommation d’énergie et 8 % des émissions de gaz carbonique. La Méditerranée constitue un des réservoirs majeurs de la biodiversité marine et côtière, avec 28% d’espèces endémiques et 7,5% de la faune et 18% de la flore marine mondiale. Elle représente 10 % des espèces végétales sur seulement 1,6% de la surface terrestre. C’est donc une éco-région par excellence.

Les besoins énergétiques de la Méditerranée sont très importants et surtout ceux des pays du sud et de l’est de cette région. Ces derniers connaissent des taux de croissance de la demande énergétique très élevés, au point qu’à l’horizon 2025 ils pourraient atteindre un niveau de consommation qui serait presque similaire à celui de l’Union Européenne. En outre, leur dépendance énergétique s’accroîtrait, malgré

le fait que certains pays sud-méditerranéens sont producteurs de pétrole et de gaz. Les scénarios qui ont été élaborés à l'horizon 2025 prévoient que le mix énergétique de la région demeurerait dépendant des énergies fossiles, avec une contribution des énergies renouvelables comprise entre 6 % et 14% respectivement pour le scénario tendanciel et pour le scénario volontariste.

C'est une région où les scénarios du GIEC prévoient une augmentation de la température, à l'horizon 2100 par rapport à 1990, comprise entre 2,2 degrés et 5,1 degrés, nettement plus élevée que la moyenne mondiale. Au niveau des précipitations, la baisse serait forte.

Faisant partie de cette région, le Maroc subit également de plein fouet les conséquences du changement climatique. L'augmentation de température serait comprise entre 3 degrés au niveau des côtes atlantiques et 6 degrés à l'intérieur du pays avec une baisse des précipitations qui pourrait atteindre 50 % dans certaines régions du Maroc.

Les impacts du changement climatique seraient très importants à l'échelle méditerranéenne. Une chose sur laquelle je voudrais insister, c'est le fait que la biodiversité serait soumise à rude épreuve, puisque 19% des espèces sont menacées d'extinction, 5% sont en danger critique aujourd'hui, 7% sont en danger et 7% sont vulnérables.

Sur le plan de l'eau, les conséquences seraient très significatives. La région méditerranéenne ne dispose, aujourd'hui, que de 3% des ressources mondiales en eau pour 7% de la population mondiale, avec des évolutions contrastées en termes de disponibilité en eau par habitant selon les pays. Ces évolutions seraient lourdes de conséquences dans le scénario de l'inaction. Certains pays auront même des réserves en eau qui n'excèderaient pas 100 mètres cubes par habitant et par an à l'horizon 2025.

Les questions de l'eau et de l'énergie sont réellement interconnectées au niveau de la région méditerranéenne. En effet, non seulement il faudrait mobiliser de l'énergie pour subvenir aux besoins du développement et de la croissance économique, mais aussi pour généraliser l'accès à l'eau potable à l'ensemble des populations. Aussi, le plan bleu a-t-il prévu qu'à l'horizon 2030, le secteur de l'eau absorberait 15% de la production d'énergie électrique contre 9% seulement aujourd'hui. Le couple énergie-eau est, dès lors, fondamental, en ce sens qu'aucune politique énergétique crédible ne pourrait faire abstraction de la question centrale de l'eau.

Les éléments de diagnostic énumérés précédemment interpellent les pays méditerranéens à œuvrer activement en faveur de l'élaboration de réponses adéquates aux défis énergétiques et environnementaux. Ces réponses doivent nécessairement être fondées sur le principe de la durabilité. A cet effet, une attention particulière devrait être accordée aux trois axes suivants :

❖ **Placer le couple « énergie-environnement » au cœur d'une politique régionale coordonnée**

La politique énergétique méditerranéenne devrait être conçue selon une approche intégrée, favorisant l'atténuation du changement climatique et tenant compte des besoins en eau. Cette politique devrait être articulée autour de trois priorités fondamentales, en l'occurrence :

- l'efficacité énergétique, d'autant plus que les gains potentiels pourraient représenter entre 25 et 30 % de la demande d'aujourd'hui ;
- le développement des énergies renouvelables, d'autant plus que le potentiel solaire et éolien est très important, particulièrement au sud de la méditerranée ;
- l'ancrage d'une culture d'usage tempéré de l'énergie au niveau des populations.

❖ **Mobiliser les synergies pour la préservation du capital naturel de la région et son adaptation aux contraintes climatiques**

Dans le but de faire face avec efficacité aux contraintes environnementales, la région méditerranéenne devrait non seulement engager des politiques d'atténuation, mais aussi recourir à des politiques innovantes d'adaptation au changement climatique. A cet égard, des actions urgentes devraient être envisagées en matière de :

- renforcement des réseaux d'observation climatiques au sein de la région et de leur interconnexion.
- développement d'un système d'alerte précoce aux catastrophes naturelles et à la pollution, notamment dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée.
- promotion des aires communes de protection et de conservation des espèces, tout en accélérant l'effort de dépollution de la Méditerranée.

A titre d'illustration, le développement des réserves de biosphère au sud du Maroc pourrait contribuer non seulement à l'atténuation de la montée de l'aridité vers le nord du pays, mais également à protéger le sud de l'Espagne. D'où l'intérêt d'une collaboration dans le domaine climatique entre pays voisins en plus de la nécessité d'encourager les initiatives des ONG et de sensibiliser les populations aux effets du changement climatique.

❖ **Consolider les mécanismes de financement et de transfert de savoir-faire**

Les différentes actions évoquées précédemment devraient être relayées par des mécanismes appropriés en matière de financement et des transferts de savoir-faire. A cet égard, il serait opportun de créer un fonds méditerranéen environnemental qui interviendrait en appui aux capacités d'adaptation au changement climatique des pays les plus vulnérables. En effet, force est de constater que ceux qui subissent le changement climatique, sans y être responsables, sont aujourd'hui ceux qui ne disposent pas des capacités d'adaptation requises.

En plus des aspects liés aux financements, la coopération régionale gagnerait à être centrée sur le transfert de savoir-faire, de compétences et de technologies, dans le but notamment de jeter les bases d'une économie verte au niveau de la Méditerranée et de lui permettre ainsi de conserver son statut d'écorégion. L'encouragement des activités de recherche-développement dans le domaine environnemental requiert aussi l'émergence de pôles de compétitivité, de clusters et de centres de recherche euro-méditerranéens sur les secteurs porteurs, particulièrement dans le domaine des énergies renouvelables, qui sont riches en emplois.

Avant de terminer mon intervention, je tiens à souligner que le Maroc, conscient de l'importance des enjeux liés au changement climatique, a pris des engagements clairs en faveur du développement durable. Il a engagé l'élaboration d'une charte de l'environnement et du développement durable, qualifiée par Sa Majesté le Roi comme faisant partie du projet de société du Maroc et comme point d'ancrage des politiques publiques du pays. En outre, le Maroc est en train de s'engager résolument sur la voie de l'efficacité énergétique. Il vient d'ailleurs de créer une agence pour l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables et a lancé un projet solaire d'envergure de 2000 MW à l'horizon 2025, qui s'intègre dans le système énergétique méditerranéen.

Je vous remercie pour votre attention.